

TABLE DES MATIÈRES

VOLUME 1 THÉORIES ET PRATIQUES

<i>In Memoriam</i> Paul de Deckker 1950-2009	9
Avertissement	11
Avant-propos , <i>Un navire nommé Destins</i> par Jean-Yves FABERON	13
Préface , <i>D'où vient notre parole ?</i> par les organisateurs	15
Allocutions d'ouverture du colloque par Gilles FÉDIÈRE, Albert DUPUY et Harold MARTIN	19
Présentation du colloque par Viviane FAYAUD, Jean-Marc REGNAULT et Jean-Yves FABERON	25

RAPPORTS INTRODUCTIFS

Peuples, populations, nations, États, territoires, pays, patries, communautés, frontières : naissance des mots par Marc JOYAU	31
I. Peuples.....	33
II. Populations	34
III. Nations.....	35
IV. États	36
V. Territoires	36
VI. Pays	37
VII. Patries	38
VIII. Communautés	39
IX. Frontières.....	40
L'évolution des collectivités françaises du Pacifique depuis 1946 par Laurent TESOKA.....	43
I. L'évolution des statuts législatifs	45
A. Des évolutions statutaires à la carte.....	45
1. La Nouvelle-Calédonie vers un statut <i>sui generis</i>	46
2. La Polynésie française vers une autonomie renforcée	46

3. Wallis et Futuna : la stabilité statutaire	48
B. Les limites constitutionnelles des évolutions	49
II. L'évolution du régime constitutionnel	49
A. La révision constitutionnelle de 1998	50
B. Le projet de révision constitutionnelle de 1999	50
C. La révision constitutionnelle du 28 mars 2003	50
D. La révision constitutionnelle de 2007	52
L'autonomie dans la République : jusqu'où ?	
par Gérard MARCOU	55
I. Les bases communes de l'autonomie des collectivités d'outre-mer : assimilation et différenciation	56
A. La reconnaissance	56
B. La libre détermination	59
C. La libre administration	60
II. Les limites et l'au-delà de l'autonomie	61
A. Le statut constitutionnel particulier de la Nouvelle-Calédonie	61
B. Les limites	63
C. Au-delà des limites	64
Institutions, évolutions et imagination devant l'exigence de sécurité juridique	
par Philippe RAIMBAULT	67
I. La sécurité juridique, exigence d'inscription maîtrisée des institutions dans le temps	69
A. Respecter le passé : le refus de la rétroactivité	69
B. Anticiper l'avenir sans omettre le présent : la promotion des dispositions transitoires	70
II. La sécurité juridique, exigence d'inscription maîtrisée des institutions dans l'espace juridique	72
A. Préserver l'unité juridique : la restriction de l'imagination juridique ...	72
B. Admettre la diversité statutaire : la reconnaissance du pluralisme	73

PREMIÈRE PARTIE CONCEPTS ET LINGUISTIQUE

TITRE 1 - Peuples, populations	79
Peuple et population(s) dans la Constitution de 1958	
par André ROUX	81
I. Unicité du peuple et pluralité des populations	82
A. La neutralisation de la distinction entre le peuple français et les peuples d'outre-mer	83
B. L'affirmation de la distinction entre populations d'outre-mer et populations métropolitaines	86
II. Souveraineté du peuple et volonté des populations	87
A. La participation limitée des populations à l'exercice de la souveraineté	88
B. L'expression diversifiée de la volonté des populations	89

Peuples, populations et patrimoines

par Marc DEBÈNE	93
I. Peuples et patrimoine : les revendications patrimoniales.....	95
A. Les revendications foncières.....	96
B. Les revendications linguistiques.....	97
II. Patrimoines et populations : la gouvernance patrimoniale.....	98
A. La référence au « patrimoine commun » pour encadrer les droits patrimoniaux	99
B. La superposition des « patrimoines communs ».....	100

TITRE 2 - Nations, États, pays, territoires 103**Approche classique du concept de nation**

par Hélène SURREL	105
I. L'identification de la nation	106
A. Les conceptions de la nation.....	106
B. Nation et Peuple.....	107
II. L'articulation entre nation et État.....	109
A. L'approche du droit constitutionnel.....	109
B. L'approche du droit international	111

La France plurinationale

par Thierry MICHALON	113
I. Un héritage de l'histoire coloniale : le clivage République intra-nationale/ République extra-nationale	113
A. La nation, cœur de la République : le bloc des départements.....	114
B. Les TOM, nations périphériques fédérées à la France ?.....	115
II. La révision constitutionnelle de 2003 a étendu la République extra-nationale	117
III. Une extension de la République extra-nationale obtenue par des affirmations identitaires confinant à l'affirmation nationale	119
Conclusion : la République française, un État pluri-législatif car pluri-national ?	121

TITRE 3 - Citoyenneté et nationalité..... 123**Considérations générales**

par Charles CADOUX.....	125
-------------------------	-----

Citoyenneté duale et états composés : des enseignements du droit comparé

par Jacques ZILLER	129
I. La citoyenneté duale dans les États fédéraux	130
A. Le cas des États-Unis d'Amérique	130
B. Le droit allemand	133
II. Brève comparaison entre les citoyennetés duales des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Union européenne.....	137
III. La différenciation des droits dans quelques cas d'États composites asymétriques	139
Conclusion	140

TITRE 4 - Patries et communautés	141
Patries et communautés	
par Dominique TURPIN	143
I. L'incompatibilité du modèle républicain individualiste français avec les revendications communautaristes	144
A. L'unicité de la patrie dans le modèle républicain français	144
B. L'antinomie du communautarisme avec cette conception de la patrie.....	147
II. La compatibilité du modèle démocratique libéral avec le multiculturalisme et ses traductions possibles	148
A. La nécessaire refondation de la conception républicaine de la patrie pour prendre en compte la diversité.....	148
B. Quelques recettes d'ingénierie constitutionnelle ou internationale permettant de concilier amour de la patrie et appartenances communautaires	150
TITRE 5 - Colonisation et décolonisation	153
L'île Maurice	
par Laurent SERMET.....	155
I. La plasticité mauricienne : l'héritage et l'ouverture.....	158
A. La plasticité linguistique.....	158
B. La plasticité juridique	158
C. La plasticité diplomatique.....	159
II. L'authenticité : la nation mauricienne et ses contraintes centrifuges.....	160
A. La perspective d'une nation mauricienne	160
B. La constitutionnalisation du communalisme électoral.....	161
C. La recherche de la justice et de la vérité.....	163
Polynésie française, L'autonomie en question	
par Jean-Marc REGNAULT	165
I. Le mythe des îles heureuses ou : du sérieux de la revendication des <i>gens heureux</i>	165
II. Les contradictions pour expliquer avancées et reculs de l'émancipation politique.....	167
A. Des autonomismes contradictoires	167
B. Les politiques contradictoires de l'État	168
III. L'autonomie est-elle viable ?	170
A. Des regards extérieurs critiques.....	170
B. Revendications autonomistes et revendications indépendantistes.....	171
IV. L'autonomie est-elle synonyme de décolonisation ?.....	172
Conclusion	173
Mayotte	
par Hugues BÉRINGER	175
I. Principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation et principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	175
II. Particularisme Mahorais.....	179

Trajectoires de décolonisation dans la Caraïbe, <i>Pluralité d'expériences, ambivalence et incertitude des situations</i>	
par Justin DANIEL	185
I. Renoncement à l'indépendance et diversification des expériences.....	186
A. L'évolution vers l'indépendance : une voie en forme de renoncement.....	186
B. Des expériences diversifiées.....	188
II. Des situations ambivalentes et incertaines	189
A. Une quête d'autonomie ambivalente	190
1. Les TBOM : une autonomie réduite aux acquêts.....	190
2. Une autonomie sous surveillance.....	190
3. Une autonomie solidement encadrée	191
B. Une histoire sans fin ?.....	192
1. L'impasse portoricaine.....	192
2. Des réformes aux effets limités dans les TBOM	192
3. Le paradoxe antillo-guyanais : une uniformisation rampante ?	193
TITRE 6 - Linguistique	195
Le vocabulaire politique contemporain en drehu et en tahitien, langues océaniques de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française	
par Jacques VERNAUDON, Léonard SAM et Tamatoa BAMBRIDGE.....	197
Langue et État en Océanie	
par Darrell TRYON	209
I. La région.....	209
II. Les langues océaniques.....	210
A. Les langues austronésiennes	212
B. Les langues papoues (carte 1).....	213
C. Les langues australiennes	213
III. Langues véhiculaires : les Pidgins.....	214
IV. Langues d'évangélisation	215
V. Langues officielles et nationales	215
VI. Langues métropolitaines nationales et officielles.....	216
VII. Le rôle des langues	217
VIII. Langue et identité	217
Conclusion	218
TITRE 7 - Frontières	219
Les frontières océaniques, un héritage colonial conforté par l'insularité	
par Frédéric ANGLEVIEL	221
I. Des micro-frontières préeuropéennes.....	221
II. La constitution tardive des frontières coloniales.....	223
III. Le faible impact frontalier de la décolonisation	226
Débats (extraits)	231
1 ^{er} thème : de l'insécurité juridique	231
2 ^e thème : des « confins de l'autonomie ».....	233

3 ^e thème : de la linguistique.....	236
--	-----

DEUXIÈME PARTIE PRATIQUES

TITRE 1 - La place non exclusive du peuple premier.....	241
--	------------

Australie, La place non exclusive des Aborigènes

par Fanny DUTHIL.....	243
Bibliographie complémentaire.....	251

Les Îles Fidji, Un exemple à part

par Victor DAVID.....	253
I. La prise en compte de la revendication de suprématie des autochtones de l'archipel fidjien.....	254
A. Le <i>Deed of Cession</i>	254
B. La caution coloniale.....	255
II. La traduction juridique de la « <i>Fijian paramountcy</i> » dans les institutions de l'indépendance à 2006.....	256
A. Les aménagements constitutionnels	257
1. 1970-1987 : démographiquement minoritaires mais juridiquement majoritaires.....	257
2. 1987-1997 : la constitutionnalisation de la place exclusive des autochtones	257
3. 1997-2006, « <i>Fijian Masala</i> » : power-sharing et coups d'État au paradis perdu	259
a. Le Parlement.....	259
b. Le gouvernement.....	259
c. La fin de la Constitution de 1997 ?	260
B. Droits des peuples autochtones et droits des minorités aux îles Fidji	261
Conclusion	262

La stratégie autochtone, Ses trajectoires en Océanie

par Natacha GAGNÉ	263
I. Le mouvement et la catégorie autochtones à l'international	263
II. La réception de la stratégie autochtone chez les Māori.....	265
III. La résonance de la stratégie autochtone dans les collectivités françaises d'Océanie.....	270

L'Océanie de Common Law, Singularités judiciaires

par Guy SCOFFONI	273
I. L'institution d'organes ou de procédures spécifiques de reconnaissance des droits ou de règlement des conflits.....	274
A. Le dispositif de Waitangi et l'expérience néo-zélandaise	275
B. Les évolutions du système australien	277
II. L'adaptation du système de justice ordinaire à la spécificité autochtone	279

A. Les adaptations des procédures judiciaires dans les zones urbaines ...	279
B. Les dispositifs spécifiques en milieu rural.....	281
Conclusion	282
Comparaisons, <i>L'autochtonisme aux États-Unis et au Canada, les défis de la décolonisation du rapport aux peuples premiers</i>	
par Ghislain OTIS.....	285
I. Un nouveau partage de la terre.....	287
A. La rigidité de la cartographie foncière aux États-Unis	287
B. L'évolution de la configuration foncière au Canada	288
II. Le partage de la souveraineté	289
A. La souveraineté originaire tribale aux États-Unis : une autonomie résiduelle et constitutionnellement précaire	290
B. Au Canada : le lent passage de la loi sur les Indiens au droit à l'autonomie gouvernementale.....	291
Conclusion	293
TITRE 2 - Entre dépendance et indépendance, des relations privilégiées	295
Relation d'adjonction, <i>Guam et Mariannes du Nord, adjonctions divergentes</i>	
par Armand HAGE.....	299
I. Adjonction et statuts	299
II. Attitude des insulaires face à l'adjonction.....	301
III. Attitude des États-Unis.....	304
Bibliographie complémentaire.....	308
Relation d'adjonction, <i>Hong Kong et Macao, une souveraineté, deux systèmes sociaux, trois traditions juridiques : le degré élevé d'autonomie des régions administratives spéciales de la République Populaire de Chine</i>	
par Jorge GODINHO	309
I. Évolution historique	310
A. Hong Kong.....	310
B. Macao	311
C. Une souveraineté, deux systèmes sociaux, trois traditions juridiques	312
1. L'État de droit et les droits fondamentaux	312
2. Common law et droit continental.....	312
II. Les caractéristiques fondamentales de l'autonomie	313
A. La portée	313
B. Le chef de l'exécutif.....	314
1. Hong Kong.....	314
2. Macao	314
C. Le Parlement.....	315
1. Hong Kong.....	315
2. Macao	315
D. Liens avec les autorités centrales.....	315
III. La pratique de l'autonomie.....	316
A. Le cadre général.....	316
B. Hong Kong.....	317

C. Macao	317
Conclusion	318
Relation d'adjonction, Comparaisons : Puerto Rico	
par Dominique CUSTOS	319
I. L'apparence d'autodétermination : le processus de constitutionnalisation de 1950-1952	320
II. Délégation volontaire partielle et maintien des pleins pouvoirs du congrès.....	322
III. La marche semée d'écueils vers l'autodétermination véritable	327
Relation d'adjonction, Comparaisons : le Groenland	
par Jean-Yves FABERON	329
I. L'identité du Groenland	329
A. Le passé	329
B. Le présent.....	329
C. Questions pour l'avenir.....	330
II. La loi danoise sur l'autonomie du Groenland du 12 juin 2009	331
A. Le dispositif général du transfert des compétences	331
B. Les relations financières et économiques	332
C. Les affaires étrangères	332
D. Les dispositions relatives à la solution des litiges sont marquées par ce même déséquilibre, dans l'association, à l'avantage des autorités danoises	333
Conclusion	334
Relation fédérale, Hawaii : quelques aspects problématiques de sa relation fédérale avec les États-Unis	
par David CHAPPELL.....	337
Relation fédérale, Antilles néerlandaises, le droit européen et le fédéralisme néerlandais : une dynamique en évolution progressive	
par Dimitry KOCHENOV	345
I. Présentation rapide de l'outre-mer néerlandais	346
II. La réforme récente de l'outre-mer néerlandais	349
III. Les phases principales en évolution de l'intervention (indirecte) de l'UE	351
Conclusion	353
Relation fédérale, Québec : la nation québécoise et le fédéralisme canadien	
par Denis LEMIEUX.....	355
I. L'éveil d'une nation dans un cadre colonial.....	355
II. Les limites du cadre fédéral.....	357
III. Fédéralisme et souveraineté	360
Conclusion	362

Relation associative, Îles Cook et Niué : la conception néo-zélandaise de l'association	
par Guy AGNIEL.....	363
I. Aperçu physique et historique des îles Cook et de Niué.....	364
A. Les îles Cook.....	364
B. Niué.....	365
II. Les accords de libre association.....	365
A. L'association des îles Cook et de la Nouvelle-Zélande.....	366
B. L'association de Niué et de la Nouvelle-Zélande.....	368
III. La qualification juridique des îles Cook et de Niué : État ou territoire associé ?.....	369
Bibliographie sommaire.....	371
Relation associative, Les États fédérés de Micronésie : les spécificités de l'association	
par T. Lam DANG.....	373
I. Les singularités historiques et géographiques.....	373
II. La singularité juridique.....	374
III. La singularité financière.....	374
A. Le Compact 1.....	374
B. Le Compact 2.....	375
IV. Le bilan provisoire.....	376
TITRE 3 - Le rôle des organisations internationales	377
L'ONU et l'Océanie, Quels territoires, pour quelle décolonisation ?	
par Nathalie MRGUDOVIC.....	379
I. Les territoires océaniques à décoloniser : cinq situations bien distinctes ...	380
A. Guam : entre base militaire et population autochtone.....	380
B. Les Samoa américaines : fidélité affirmée mais autonomie incertaine.....	381
C. Pitcairn : quelle autodétermination pour « la plus petite démocratie du monde » ?.....	382
D. Tokelau : un statu quo ambigu ?.....	382
E. La Nouvelle-Calédonie : les accords de l'autodétermination.....	383
II. Validité des critères onusiens.....	383
A. Non autonomes : ne le sont-ils pas en réalité ?.....	384
B. Des administrations divergentes.....	384
C. Ultime critère de décolonisation : l'autodétermination.....	385
III. Les territoires océaniques candidats à l'autodétermination.....	385
A. La Papouasie occidentale : le territoire sacrifié ?.....	385
B. Bougainville : sécuriser l'autodétermination.....	386
C. L'ONU et la décolonisation.....	387
Conclusion.....	388
L'Union européenne et l'Océanie	
par Maurice PONGA.....	389

Le Commonwealth of Nations, <i>Un produit de l'histoire, à mi-chemin entre l'organisation internationale et la confédération d'États</i>	
par Antoine LECA	391
I. Le Commonwealth comme organisation internationale.....	392
A. Une organisation d'origine coloniale.....	392
B. Une organisation à caractère intergouvernemental.....	393
II. Le Commonwealth comme confédération ?.....	394
A. Une entité surplombée par une « tête » unique symbolisant un idéal formel d'unité	394
B. Une « tête » unique occultée par des gouverneurs généraux reflétant la pluralité foncière des États.....	394
Débats (extraits)	397
Sur Hong Kong et Macao	397
Sur Hawaii	398
Sur les Antilles néerlandaises	398
Sur le Québec.....	399
Sur la Micronésie.....	401
Sur la formule référendaire	402
Sur le Commonwealth britannique	403
Index	405
Table des matières	421

VOLUME 2 SINGULARITÉS

PREMIÈRE PARTIE SINGULARITÉS OCÉANIENNES

TITRE 1 - Singularités politiques	451
Loyalistes, autonomistes, indépendantistes...	
par Sémir AL WARDI	453
I. La revendication identitaire et la recherche de Soi	454
A. Être Soi... ..	454
B. Quels termes utiliser ?	456
1. Des revendications qui se ressemblent.....	456
2. D'autres termes sont utilisés selon le lieu, le temps ou la culture politique	457
II. Une certaine confusion ?	458
A. Un nomadisme politique qui brouille le clivage politique.....	458
B. Un choix qui peut être variable.....	459
C. Des termes ambigus.....	461
Conclusion	462

Les communes dans les collectivités d'outre-mer, Analyse et perspectives

par Jean-Pierre PASTOREL.....	463
I. La création tardive des communes dans les collectivités d'outre-mer.....	463
II. La compétence <i>résiduelle</i> des communes des collectivités d'outre-mer.....	466
III. L'absence de moyens des communes des collectivités d'outre-mer.....	468
Conclusion.....	469

La démocratie en Polynésie française : pratiques et représentations politiques

par Rudy BESSARD.....	471
I. Entrepreneurs et champ politique.....	474
II. Le « double je/jeu » de la politique en Polynésie française.....	476
III. La dimension néopatrimoniale.....	477
IV. L'imaginaire politique du « ventre ».....	478

Futuna : permanence d'une forte identité coutumière au sein de la République française

par Marc SOULÉ.....	481
I. Une société coutumière au sein de la République française.....	482
A. Du protectorat au statut de TOM.....	482
1. Le protectorat (1886-1961) : la force du couple coutume/mission.....	482
2. Le statut de TOM de 1961 qui reconnaît implicitement la coutume.....	482
a. La mise en place du statut.....	482
b. L'administrateur supérieur : le préfet et son représentant le délégué à Futuna.....	483
c. Un législatif local : la possibilité aux roturiers de siéger.....	483
B. Une organisation en chefferie de villages avec à leur tête un roi.....	484
C. Une gestion foncière dévolue à la coutume.....	485
II. La cohabitation justice coutumière justice républicaine.....	486
A. La force de la justice coutumière.....	486
B. Comment justice coutumière et justice d'État cohabitent-elles ?.....	488
III. Les limites de la coutume.....	489
Conclusion.....	490

Le rôle des armées en Océanie

par Hélène GOIRAN.....	491
I. Le rôle des armées dans les collectivités politiques d'Océanie : un éventail de situations diverses.....	491
II. Un rôle particulier des armées : les <i>Republic of Fiji Military Forces</i>	494
Conclusion : le rôle des armées des puissances en Océanie.....	496

Quelle souveraineté pour les micro-États d'Océanie ?

par Arnaud DURANTHON.....	499
I. Les micro-États d'Océanie et leurs dépendances : un enjeu davantage géopolitique que juridique.....	500
A. La dépendance des micro-États du Pacifique, une situation géopolitique indiscutable.....	500

B. Le caractère consenti des dépendances, démonstration de leur nature souveraine	502
II. Les micro-États d'Océanie face à leurs dépendances : les insuffisances de la notion de souveraineté	503
A. La « prostitution » des caractères de la souveraineté, une utilisation maximale des qualités de l'État	504
B. L'exploration des frontières du droit et des contours de la souveraineté	506
Les perspectives offertes par le Comité de décolonisation de l'ONU par Jean-Marc REGNAULT	509
I. Le Comité de décolonisation : survivance ou instrument efficace ?	509
II. La Nouvelle-Calédonie et le Comité : une nouvelle donne politique	512
III. La Polynésie française peut-elle être réinscrite ?	514
Conclusion	518
TITRE 2 - Singularités économiques	519
Les États insulaires d'Océanie dans l'économie politique internationale par Klaus-Gerd GIESEN	521
Les lacunes du transfert de la compétence économique à la Polynésie française par Florent VENAYRE	531
I. L'inertie de l'économie polynésienne	531
II. L'héritage d'une longue tradition interventionniste française	532
III. La France prend seule le virage concurrentiel	535
IV. Commerce extérieur et fiscalité : la question des traités internationaux ...	536
V. Déficience du contrôle et volonté de changement ?	538
TITRE 3 - Singularités des expressions	541
Images et politique : figures du peuple océanien par Viviane FAYAUD	543
I. Une tradition artistique	544
II. La souche ethno-culturelle	545
III. « À la sueur de ton front »	548
IV. Destin commun	550
V. La force de l'engagement	554
Conclusion : réunir des hommes que tout sépare	558
Table des illustrations	559
Peuples océaniques et culture : le rôle des bibliothèques par Béatrice SUDUL	561
I. Des livres	562
A. ... au peuple	562
B. ... à la nation	564
II. Vers une offre culturelle globalisante pour les peuples océaniques	566
A. Imaginer la « <i>biblioteca pacifica</i> »	567
B. Rassembler et rendre accessibles les ressources dispersées	567

C. Au service de la diversité de tous les Océaniens	568
Conclusion	570
Bibliographie.....	570

DEUXIÈME PARTIE SINGULIÈRE NOUVELLE-CALÉDONIE

TITRE 1 - Citoyenneté et nationalité.....	573
--	------------

Citoyenneté et nationalité en Nouvelle-Calédonie dans la perspective de la « sortie » de l'Accord de Nouméa

par Patrice JEAN.....	575
I. Des résidents de nationalité française sont exclus, en tout ou partie, de citoyenneté calédonienne selon leurs dates d'installation dans l'archipel	577
A. La citoyenneté « gelée » : des nationaux ne peuvent plus devenir citoyens de Nouvelle-Calédonie malgré dix ans de résidence s'ils ne s'y sont installés qu'après le 8 novembre 1998.....	577
B. La citoyenneté tronquée : des nationaux devenus citoyens calédoniens par acquisition décennale ne pourront cependant pas voter au(x) scrutin(s) d'autodétermination s'ils se sont installés du 1 ^{er} janvier 1995 au 8 novembre 1998	578
II. À l'approche de la « sortie » de l'Accord de Nouméa, citoyenneté et nationalité sont au cœur du débat sur les choix institutionnels à venir	580
A. Dans l'hypothèse où, selon l'Accord de Nouméa, la ou les consultation(s) porterai(en)t sur l'accession à la pleine souveraineté.....	580
B. Dans l'hypothèse où la consultation porterait sur un accord de partage de souveraineté.....	581

Naissance et avatars de la citoyenneté calédonienne

par François GARDE.....	583
I. La citoyenneté française comme horizon	584
II. La citoyenneté calédonienne comme compromis.....	586
III. La citoyenneté calédonienne comme projet	587

TITRE 2 - Patrie et communautés.....	591
---	------------

Communautés calédoniennes et guerres mondiales

par Sylvette BOUBIN-BOYER	593
I. La Première Guerre mondiale, « <i>Notre patrie : la France</i> »	593
A. La communauté indigène.....	593
B. La Communauté européenne	594
II. La Seconde Guerre mondiale, « <i>Notre patrie : la Calédonie</i> »	598
A. Le ralliement et les volontaires.....	599
B. Milice civique et défense passive	599
C. Le conseil d'administration (CA)	601
D. La communauté kanak	602

Conclusion	603
Bibliographie complémentaire.....	603
Identités communautaires plurielles et destin commun	
par Pierre BRETEGNIER et Jean-Yves FABERON	605
I. Le sens des mots.....	605
II. Communautarisme et destin commun	607
III. La trajectoire du destin	609
Conclusion : la vie devant soi	610
TITRE 3 - La place du peuple premier	613
Qui est peuple en Nouvelle-Calédonie aujourd'hui ?	
par Hamid MOKADDEM	615
I. Les constitutions des peuples	617
II. Peuple kanak, peuple calédonien et peuple de France	620
III. Souveraineté/interdépendance/indépendance et constitution politique en cours.....	622
Bibliographie.....	623
Le peuple kanak face aux défis du droit français	
par Léon WAMYTAN	625
I. Un peuple premier à différencier.....	625
A. La politique indigène	626
B. Le foncier morcelé ou une multi-colonisation.....	627
C. Des institutions spécifiques ou un peuple premier en marge.....	628
II. Un peuple premier dont les différences sont organisées vers un destin commun	629
A. Les dispositions réglementaires et législatives	629
B. La réforme foncière et un retour sur les terres traditionnelles.....	630
C. Des particularismes juridiques qui se confirment.....	631
D. Les dispositions de l'Accord sur la Nouvelle-Calédonie du 5 mai 1998	631
III. Des institutions coutumières à faire évoluer ou : le peuple premier kanak à la croisée des chemins	632
Conclusion : les institutions coutumières aux fondements de la démocratie participative en Nouvelle-Calédonie.....	635
« Prévention sociale », droits des victimes et statut personnel	
par Régis LAFARGUE	637
I. Faut-il réfléchir à un statut pénal/disciplinaire dérogatoire ?.....	640
A. Le caractère déterminant du statut personnel dans cette problématique	640
B. L'hypothèse d'un statut pénal ou disciplinaire dérogatoire.....	642
II. Le défi de l'adaptation de nos institutions au contexte culturel et social ..	643
A. Les questions que posent certains exemples jurisprudentiels.....	643
B. Les pistes offertes par les exemples étrangers	645
Conclusion	646

TITRE 4 - Singularités des expressions	647
La tradition écrite kanak, <i>Un engagement mémoriel et politique essentiel en Nouvelle-Calédonie</i> par Alban BENSA	649
De l'oralité à la littérature engagée par Déwé GORODÉ	657
I. L'oralité engagée	657
II. Aujourd'hui, la littérature engagée	660
Le développement des expressions culturelles et artistiques calédoniennes par Cyril PIGEAU	665
I. Des vies culturelles enracinées dans des passés distincts	665
II. L'émergence de politiques publiques locales	666
III. Des expressions artistiques et des pratiques reflétant la diversité du patrimoine culturel	667
IV. Nouvelles technologies et industries culturelles : une ouverture croissante sur le monde	668
V. La vie culturelle : creuset pour un destin commun	669
Annexes	670
Bibliographie	671
TITRE 5 - Singularités identitaires	673
Le recensement ethnique par Carine DAVID	675
I. Approche comparée du recensement ethnique	675
A. Précisions terminologiques	675
B. L'utilisation du recensement ethnique : craintes et réalités	677
1. Un objectif affiché de mise en place de politiques publiques réductrices des inégalités pour les « <i>minorités visibles</i> »	677
2. Les données sous jacentes du recensement ethnique	679
a. Les objections de principe	679
b. Les considérations politiques	680
c. Les difficultés pratiques	681
II. L'exception calédonienne	682
A. Une dérogation justifiée par l'intérêt public	682
B. Le recensement ethnique et le métissage, outil de mesure de l'intégration	683
Les signes identitaires, <i>Une expérience de démocratie participative dans l'Accord de Nouméa : le comité de pilotage (2007-2010)</i> par Louis-José BARBANÇON	687
Le centre culturel Tjibaou, symbole identitaire de la Nouvelle-Calédonie ? par Emmanuel KASARHÉROU	697
I. De la genèse d'un geste architectural à la fondation d'un lieu	697

II. Un projet culturel inscrit dans un projet politique de reconnaissance mutuelle et de réconciliation	699
III. Du dixième anniversaire du centre Tjibaou aux Jeux du Pacifique : enracinement et ouverture	701
TITRE 6 - Singularités fiscales, sociales et économiques	703
Fiscalité et autonomie de la Nouvelle-Calédonie	
par Nicolas CLINCHAMPS	705
I. La délimitation de l'autonomie fiscale de la Nouvelle-Calédonie	706
A. La plénitude de la compétence fiscale	706
B. Une compétence fiscale législative	708
II. L'autonomie fiscale et le destin de la Nouvelle-Calédonie	710
A. L'autonomie au-delà du fédéralisme fiscal	710
B. L'autonomie comme manifestation de la souveraineté fiscale	712
Droit au travail et préférence locale, Les exemples de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie	
par Alain CHIREZ	715
I. Droit au travail et reconnaissance de la préférence locale	717
A. Les sources réelles du droit à l'embauche préférentielle	718
1. L'intérêt	718
a. L'intérêt économique	718
b. L'intérêt général	718
2. La discrimination positive	719
B. Les sources formelles : les exemples polynésiens et calédoniens	720
II. Droit au travail et pertinence des mesures préférentielles	721
A. Les critères : les éléments objectifs en relation directe avec les nécessités du soutien de l'emploi local	722
B. Le respect des principes républicains de liberté et d'égalité	722
1. La liberté de choix du collaborateur	722
2. L'égalité des chances dans les concours	723
La Société Le Nickel au cœur de l'évolution de la Nouvelle-Calédonie	
par Frédéric ANGLEVIEL	725
I. La Nouvelle-Calédonie, terre de richesses minières	726
II. La naissance de la SLN	727
III. L'épanouissement de la SLN au XX ^e siècle	728
IV. La SLN, pérennité et développement	730
A. L'impact de la SLN, du « boom » au préalable minier	731
B. La SLN partie prenante à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie	731
TITRE 7 - Perspectives	733
Les mots de l'Histoire	
par Ismet KURTOVITCH	735
Témoignage pour l'Histoire	
par Pierre FROGIER	741

Des compétences régaliennes

par Jean-Marie PONTIER	745
I. La recherche d'une identification du régalien par des domaines, une impasse	746
A. Il ne peut y avoir de liste prédéterminée.....	746
B. L'interpénétration du régalien et du non régalien.....	749
II. La nécessité d'une approche différente et complémentaire	752
A. D'autres approches du régalien.....	752
B. Interrogations pour la Nouvelle-Calédonie.....	753

Quelles perspectives institutionnelles pour la Nouvelle-Calédonie ?

par Alain CHRISTNACHT	755
I. Peut-on trouver une solution institutionnelle pour la Nouvelle-Calédonie et pour quelle durée doit-elle être prévue ?	756
II. Comment et quand les citoyens de Nouvelle-Calédonie doivent-ils être informés de la ou des solutions proposées et choisir ?	757
III. Qui doit être citoyen de ce pays, c'est-à-dire disposer de la pleine capacité d'agir dans la vie politique, économique et sociale ? Doit-il y avoir une catégorie de citoyens ou plusieurs ?	763
IV. Dans la nouvelle organisation institutionnelle, au nom de qui la justice sera-t-elle rendue et par qui la force publique sera-t-elle commandée ? Plus généralement, quelles compétences l'État français conservera-t-il ?	765
V. Dans la communauté des nations, quelle doit être la place de la Nouvelle-Calédonie de demain ? À quels ensembles doit-elle appartenir ? Quelles alliances doit-elle nouer ?	766
VI. Comment organiser les institutions après la consultation et comment qualifier cette organisation ?	767

TITRE 8 - Propositions 769**L'hypothèse de Pays d'outre-mer associé (POMA)**

par Guy AGNIEL.....	771
Conclusion	773

Déconnecter la vie politique outre-mer de la politique nationale

par Jean-Marc REGNAULT	775
1. L'élection de parlementaires dans les collectivités françaises d'Océanie se justifie-t-elle ?	775
2. Les élections nationales intéressent-elles les électeurs d'Océanie ?	776
3. Une vie politique locale compliquée perturbée par les manœuvres des forces politiques nationales.....	778

**Victimes de statut coutumier kanak et justice : la nécessaire adaptation de la
procédure aux identités culturelles et juridiques**

par Régis LAFARGUE	783
I. Sources de la difficulté et constat de la situation actuelle	783
II. La solution proposée	786
Conclusion	787

<i>Débats (extraits)</i>	789
Conclusion du colloque	799

ANNEXES

Annexe n° 1 : article 73 de la charte de l'ONU et article de la Constitution française	807
Annexe n° 2 : extraits du préambule de la Constitution de 1946.....	809
Annexe n° 3 : l'Accord de Nouméa	811
Annexe n° 4 : l'évolution de l'ONU sur la décolonisation.....	827
Annexe n° 5 : chronologie sélective pour le Pacifique Sud depuis 1945	829
Annexe n° 6 : « Images politiques, figures du peuple océanien » (Viviane Fayaud) : lignes de crédit des illustrations.....	835
Présidences des séances du colloque	837
Participants à l'ouvrage	839
Principaux ouvrages	843
Index	845
Table des matières	861